« Nous voulons créer des espa

Fondé en 2015 en réaction aux décisions antidémocratiques de l'actuel gouvernement polonais, le Comité de défense de la démocratie (Komitet Obrony Demokracji, KOD)* s'efforce d'organiser la riposte. Son président, Matusz Kijowski, revient pour *H&L* sur les dernières mobilisations.**

Propos recueillis par Ewa TARTAKOWSKY, responsable de la lettre LDH « Droits de l'Homme en Europe centrale et orientale », LDH Paris 10/11

Ewa Tartakowsky : ***Plusieurs manifestations ont récemment eu lieu en Pologne. Celle contre l'interdiction totale de l'avortement a été un immense succès. Quels en sont les ressorts ?***

Matusz Kijowski : Le plus grand succès, c'est que les gens se sont convaincus qu'ils pouvaient gagner, que cela valait la peine de sortir dans la rue, de protester, que c'est possible. Cela rappelle, avec des différences bien sûr, un autre succès du KOD en décembre 2015 : nous avions alors organisé un rassemblement pour défendre l'intégrité du Tribunal constitutionnel et la démocratie. Tout le monde pensait que personne ne répondrait à l'appel ; mais plusieurs milliers de personnes se sont déplacées.

La « mobilisation noire » contre l'interdiction totale de l'avortement a eu lieu, elle, dans presque deux cents villes, avec évidemment une participation des plus jeunes mais pas seulement. Reste que si ce projet de loi a été rejeté, le parti politique Droit et Justice [NDLR : Prawo i Sprawiedliwosc-PiS, qui a gagné l'élection présidentielle et législative en 2015 et possède actuellement une majorité absolue] a d'ores et déjà annoncé qu'il proposera un nouveau projet, sans doute très proche de l'ancien. Donc c'est un succès en termes de réveil social mais, du point de vue strictement législatif, il nous faut rester vigilants.

* Le KOD est un mouvement citoyen polonais créé d'abord sur Internet, puis constitué en association le 2 décembre 2015. Voir « Contre les dérives autoritaires en Pologne : la création du Comité de défense de la démocratie », in La Lettre LDH « Droits de l'Homme en Europe centrale et orientale » n° 16, janvier 2016 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2016/01/Lettre-Europe-centrale-et-orientale-n%C2%B0-16-janvier-2016.pdf).

** M. Kijowski a été décoré du Prix de la liberté décerné par la Société de journalistes polonais (Towarzystwo Dziennikarskie) et du Prix du citoyen européen du Parlement européen en 2016. A l'occasion de sa visite en France, la LDH a accueilli une réunion publique et une conférence de presse, le 7 octobre dernier, organisées par l'Association de défense de la démocratie en Pologne (ADDP) créée pour soutenir le mouvement KOD en France.

(1) Voir à ce sujet « Pologne : une résistible ascension autoritaire », in *H&L* n° 173, mars 2016 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2016/08/H173-Monde-3.-Pologne-une-r%C3%A9sistible-ascension-autoritaire.pdf).

Comment articulez-vous cette mobilisation avec celles qui se sont déroulées auparavant ? Quelles sont leurs caractéristiques essentielles ?

Le KOD a commencé à manifester pour défendre la liberté des médias, contre la loi sur la procurature et la loi de surveillance, tous sujets traités par le PiS dès son arrivée au pouvoir (1). Nous avons réussi à créer une sorte d'infrastructure de protestation, à la fois mentale et pratique. Nous avons appris à monter des tribunes, sonoriser un événement, demander une autorisation ; des détails qui ont une importance majeure. Et nous avons réussi à prouver que cela vaut la peine de manifester. Le KOD s'est de fait construit comme une matrice pour d'autres mobilisations. Ainsi, dès que les droits de femmes ont été menacés, nos militantes ont commencé à organiser la contestation, avec beaucoup d'autres acteurs engagés pour les droits des femmes.

Quels sont donc ces acteurs ? Relèvent-ils de milieux politiques, associatifs, polonais ou plus largement européens ?

Nous travaillons évidemment avec tous ceux qui sont prêts à discuter avec nous. Il s'agit bien sûr de militants politiques, y compris de partis politiques, ce qui s'est vu lors de certaines manifestations. Nous avons invité des responsables politiques à créer une coalition « Liberté Egalité Démocratie » qui, j'espère, parviendra à bâtir une culture de discussion entre politiciens de différents bords, à construire des fronts communs, notamment lorsque certaines valeurs démocratiques sont à défendre.

Nous travaillons bien sûr avec des organisations sociales attachées à la démocratie. A titre d'exemple, nous sommes membre d'une coalition « Non pour le chaos à l'école », créée pour protester contre la nouvelle réforme de l'éducation et dans laquelle se retrouvent, entre autres, l'Union polonaise d'enseignants (Zwiazek Nauczycielstwa Polskiego), d'autres organisations d'enseignants et celles liées à l'éducation citoyenne et populaire, des organisations d'élèves.

Au vu des mesures qu'il a prises et prend encore, diriez-vous que ce gouvernement est simplement autoritaire ou plus fondamentalement porteur d'une vision de la société et d'un projet carrément non démocratiques ?

Le parti au pouvoir considère qu'il sait tout mieux et qu'il lui revient de forcer les gens à vivre « bien ». C'est évidemment contradictoire avec un système démocratique. Nourrit-il le projet d'un Etat autoritaire ? Ce qui est sûr, c'est qu'il veut rendre les gens dociles, les faire vivre de la

ces de débat démocratique »

meilleure manière possible selon lui. Cela passe par des pratiques autoritaires ; tous les instruments juridiques sont d'ailleurs en train d'évoluer en ce sens. Cet autoritarisme croissant relève plus d'une conséquence collatérale que d'un projet préétabli.

Et comment devrait vivre un individu, selon le PiS ?
Il devrait tout d'abord écouter et être docile ; réaliser les projets du président du parti[2] ; se soumettre à l'Eglise, et, à vrai dire, même pas tant à l'Eglise elle-même qu'à ceux qui prétendent agir en son nom. Je pense notamment à cette atmosphère xénophobe, dans le cadre des discussions sur l'accueil des migrants, qui est contraire à la parole de l'Eglise, laquelle ne soutient pas ce type de discours. Mais certains lui opposent que le pape n'y connaît pas grand-chose, que c'est une question politique et qu'il convient de se défendre, sinon nous serons islamisés.
Je devrais ajouter que ce nouvel individu devrait ne pas être trop curieux du monde extérieur, ne pas cultiver son indépendance ni avoir trop de contacts à l'étranger car c'est précisément cela qui représente le risque. Il devrait se renfermer dans un cercle réduit à un entre-soi, se défier de tout ce qui relève de l'altérité.

Comment cette vision interfère-t-elle avec le rapport du gouvernement à l'Union européenne ?
L'Union européenne est accueillie de façon très positive aussi longtemps qu'elle fournit des financements sans intervenir dans la politique intérieure. Certains caricaturistes l'ont bien illustré, en dessinant le président du PiS avec une main tendue avec un panier, à travers une petite fenêtre dans un immense mur. Mais, plus sérieusement, c'est une vision en rupture avec tout sentiment de communauté avec l'Europe et avec ses valeurs, tout en cherchant à bénéficier de ses aides.

© DR

« Nous avons réussi à créer une sorte d'infrastructure de protestation, à la fois mentale et pratique. Et à prouver que cela vaut la peine de manifester. »

Le KOD se réclame de l'héritage du KOR (Comité de défense des ouvriers). Pourquoi une telle référence ?
Le Komitet Obrony Robotników (KOR) a été à la base du mouvement de Solidarnosc, en préparant ses fondations intellectuelles. Les gens du KOR ont été particulièrement actifs dans la création du syndicat et n'ont pas cessé de coopérer avec lui. C'est donc un mouvement qui a construit des bases politiques pour la défense de la liberté, de la dignité humaine, du respect du droit. Rappelons que le KOR avait diffusé clandestinement l'Acte final de la conférence d'Heslinski, signé en 1975 et comportant un ensemble de principes quant au respect des droits de l'Homme. Cet Acte, ratifié par la Pologne, n'a pourtant jamais été diffusé dans ce pays. Il s'agissait donc de rappeler que la Pologne, signataire de cette Convention, devait simplement la respecter.
Aujourd'hui, le KOD se réfère à ces mêmes valeurs et, d'une certaine manière, à l'histoire du KOR. Il ne s'agit pas d'une continuité mécanique, encore moins de se vivre comme dépositaires uniques de cette histoire. Nous voulons plutôt promouvoir les mêmes principes et s'inspirer de la culture du KOR : aujourd'hui comme hier, le pouvoir porte atteinte à la dignité humaine, aux droits de l'Homme. Des personnalités comme Adam Michnik, Henryk Wujec, Krzysztof Łozinski, qui ont fondé le KOR et y ont activement participé, se mobilisent aujourd'hui à nos côtés pour défendre ces mêmes valeurs.

(2) Il s'agit de Jaroslaw Kaczynski, souvent appelé « *prezes* » (président du PiS) et grand inspirateur des politiques du gouvernement.

Pourquoi le KOD s'affirme-t-il comme le fruit d'une dynamique citoyenne et non partidaire ?

Le KOD a été créé d'abord sur Facebook, suite à un sentiment spontané de révolte des gens de toutes obédiences politiques. Il aurait donc été difficile de créer un parti politique sur cette base. Un parti politique a besoin d'avoir un programme défini et nous sommes au contraire un mouvement très large qui partage simplement des valeurs démocratiques. C'est précisément le fait d'être au-dessus des partis qui nous permet de coopérer avec certains d'entre eux et de réunir, dans un seul mouvement, des sympathisants de courants politiques assez divers.

Quel a été le déclencheur de la création de ce groupe sur Facebook ?

Il y en a eu beaucoup : d'abord le refus du Président d'investir les trois juges du Tribunal constitutionnel élus par l'ancienne Diète, ensuite un débat parlementaire autour de l'annulation de l'élection de ces trois juges, qui s'est déroulé dans une atmosphère exécrable, où l'opposition a dû à peine avoir droit à la parole ; puis la suspension d'une journaliste qui a posé de mauvaises questions à Piotr Glinski, vice-Premier ministre et ministre de la Culture, et la tentative de ce dernier de censurer une pièce au Théâtre polonais de Wroclaw au prétexte de pornographie… L'investiture de Mariusz Kaminski au poste de ministre chargé des Services secrets a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Kaminski a été investi alors que peu de temps avant, il avait été condamné par un tribunal de première instance à trois ans de prison pour abus de pouvoir, précisément en tant que chef du service spécial. Certes, le jugement n'était pas définitif, Kaminski ayant fait appel, mais la procédure était néanmoins en cours et le Président l'a gracié alors que la grâce ne peut être accordée qu'après, justement, une décision de justice définitive. A ce moment-là, le 18 octobre 2015, Krzysztof Łozinski a publié un article « Il faut fonder le KOD », dans lequel il a comparé la situation actuelle avec celle des années 1970. En rappelant comment fonctionnait le KOR, il préconisait que le KOD devait adopter les mêmes principes de fonctionnement : l'ouverture, la transparence, l'éducation populaire, le contrôle du pouvoir, l'organisation de manifestations et de protestations, l'aide aux personnes persécutées. J'ai republié ce texte sur mon compte Facebook le jour d'après et, en tant que bloggeur, ma capacité de nuisance, si je peux dire, a alors été assez grande. Des gens ont commencé à republier le texte sur leurs comptes et lorsque ce fut le tour de Danuta Kuron[3], je me suis dit qu'il fallait aller plus loin. J'ai créé un groupe sur Facebook ; le soir même, il y avait une centaine de personnes, le lendemain trois cents, et ainsi de suite. Il fallait agir très vite : des gens voulaient manifester dans la rue, protester sous des formes variées, créer des structures régionales. On a créé des groupes de travail et organisé le premier rassemblement le 3 décembre, devant le Tribunal constitutionnel. Très rapidement, le 12 décembre, une Marche, organisée sous le slogan de « Citoyens pour la démocratie », a été un immense succès, avec quelque soixante-dix mille participants.

Inscrivez-vous ces mobilisations dans le contexte global de l'Europe ?

Il est impossible de considérer la situation en Pologne sans l'inscrire dans un contexte européen. La Pologne est membre de l'Union européenne et il aurait été étrange de se couper de cet ancrage institutionnel et d'idées. Nous avons très rapidement pris contact avec les institutions européennes. Nous assistions ainsi, le 19 janvier 2016, au débat au Parlement européen sur la situation en Pologne. Nous y avons rencontré les dirigeants de principaux groupes politiques, qui nous ont adressé leur soutien. Il a été très clair dès le début que nous sommes pro-Européens, ce que nous avions exprimé lorsque la Premier ministre avait supprimé les drapeaux européens de sa salle de conférence. C'est précisément à ce moment-là que nous avions commencé à utiliser davantage ces drapeaux. Donc oui, nous devons nous baser sur cette coopération européenne. La Pologne s'est engagée à respecter certaines règles, et elle devrait s'y conformer.

Comment envisagez-vous de poursuivre votre activité autour de vos objets de mobilisation ?

Nous allons poursuivre dans l'esprit de l'article de Łozinski, à savoir agir de manière réactive par rapport à l'activité du gouvernement, c'est-à-dire contrôler son activité, même s'il est évidemment difficile de tout prévoir à l'avance. Nous souhaitons aussi développer l'éducation populaire

> ***« Lorsque le PiS a commencé à pratiquer le populisme, en cultivant la xénophobie vis-à-vis des migrants, en accaparant l'histoire et les symboles nationaux, personne n'a proposé une communauté de destin alternative. Nous devons donc reconstruire ce sentiment d'appartenance nationale dans un sens positif, ouvert à la diversité. »***

(3) Danuta Kuron est veuve de Jacek Kuron, l'un des leaders de l'opposition démocratique face au régime communiste en Pologne, l'un des fondateurs du KOR et ministre de l'Emploi et de l'Action sociale dans la Pologne postcommuniste.

© JAAP ARRIENS, LICENCE CC

Quinze mille personnes environ ont manifesté dans le centre-ville de Varsovie, le 27 février 2016, contre le gouvernement actuel, à l'appel du KOD.

sur les questions du fonctionnement de l'Etat, de la société, du dialogue en démocratie. Le projet « Espace de liberté » vise à créer un lieu de dialogue avec des intellectuels et universitaires, des gens du monde de la culture et de l'art, pour alimenter cet apport intellectuel dans nos réflexions.
Nous voulons également renforcer le champ politique car les partis sont faibles et assez éloignés des préoccupations des citoyens. Nous encourageons donc chacun à s'engager en politique, à rejoindre des partis, à les renforcer afin qu'ils soient plus démocratiques et répondent davantage aux besoins des citoyens ; autrement dit, afin de construire une sorte d'alternative à laquelle on puisse souscrire. Car pour le moment – et c'est bien la faiblesse de l'univers politique polonais –, lors des dernières élections, ce n'est pas tant le PiS qui a gagné que tous les autres partis qui ont perdu.

Comment, selon vous, expliquer ce déficit d'opposition politique ?
Le PiS n'a pas présenté de programme défini, mais les autres partis non plus. Lorsque le PiS a commencé à pratiquer le populisme, en cultivant la xénophobie vis-à-vis des migrants, en accaparant l'histoire et les symboles nationaux, personne n'a proposé une communauté de destin alternative autour d'autres valeurs plus positives, plus ouvertes. De ce point de vue, toutes les formations prodémocratiques ont beaucoup à faire. Donc ceux qui s'opposaient à cette narration historique unique se sont simplement éloignés. J'ai entendu de jeunes gens des cercles de gauche me dire ne pas vouloir manifester avec un drapeau polonais dans la rue, que c'est la honte car les nationalistes ont accaparé ces symboles. Nous devons donc reconstruire ce sentiment d'appartenance nationale dans un sens positif, ouvert à la diversité. A cet égard, nous organisons une Marche pour commémorer la fête de l'indépendance de la Pologne du 11 novembre, car nous souhaitons montrer qu'il est possible de la fêter de manière ouverte et européenne, d'aimer son pays sans exclure quiconque.
Plus fondamentalement, il faut remonter au début de la transformation politique de 1989, pour comprendre cette faiblesse de l'offre politique. Il fallait alors se concentrer sur des enjeux majeurs tels que la reconstruction de l'économie, l'intégration à la communauté internationale. Il y avait de fait peu de place pour le débat contradictoire, car tout le monde connaissait la direction à suivre. De plus, le slogan à la mode était : chacun est l'artisan de sa fortune. Chacun a donc commencé à travailler sur cette fortune personnelle, sans réfléchir aux constructions communes. Une fois tous les objectifs primordiaux atteints, la pratique du débat public s'est affaiblie d'autant, laissant place à des conflits purement politiciens. Nous avons donc connu très peu de discussions de fond sur l'avenir de la Pologne ces dernières années. C'est ce avec quoi nous voulons rompre, en contribuant à créer des espaces de débats politiques, menés de façon transparente, ouverte, bref, démocratique. ●